



11 juin 2019

fermeture des ateliers ADO/SCAN



STOP AU CARNAGE



ACTION du 9 MAI : une journée de grève historique !

Après l'annonce de la fermeture de 14 ateliers ADO/SCAN, (treize au 1er septembre 2020 et un au 1er septembre 2022) sur les 16 existants, les agents des DiSi se sont fortement mobilisés : envahissement de CTL, pétition, grève massive le 9 mai, demande d'audience auprès du bureau SI...

A la DiSi Nord, quasi 100% des agents des services ADO étaient en grève. A Amiens, Rouen, Clermont, Nemours des actions de filtrage des accès aux ESI ont été menées le 9 mai. C'est une démonstration de la profonde colère des agents des ESI face à cette décision brutale de liquidation des plateaux ADO, mais c'est aussi l'expression d'une forte inquiétude sur l'avenir de l'informatique à la DGFIP (cf le rapport de la cour des comptes d'avril).

Le bureau SI ne répond pas ... Les agents en souffrance.

Début juin, le secrétaire général de la CGT Finances Publiques a interpellé le bureau SI pour exiger l'abandon de ce plan de fermeture. Les agents ont signé massivement les pétitions et demandé à être reçus par les responsables du bureau SI.

A la date d'aujourd'hui, c'est toujours silence radio du côté du bureau SI. Cette attitude est méprisante. Alors que dans le même temps, de nombreux collègues ont perdu le sommeil, restent dans l'angoisse sur leur avenir professionnel, sur l'impact d'une reconversion sur leur vie personnelle... à souvent plus de 55 ans.

ENTRETIEN INDIVIDUEL : un leurre !

La direction de la DiSi Nord a convoqué près de 45 agents à un entretien individuel pour présenter les dispositifs d'accompagnement (CIA, PRS, IDV) et pour lister leurs souhaits pour leur reconversion au 1er septembre 2020.

Beaucoup d'agents sont repartis sans réponse notamment sur les conditions d'application du plan de départ volontaire pour les carrières longues, sur les délais pour en bénéficier. Des problématiques sur le régime indemnitaire sont apparues.

Sur ces sujets, la DG répond tardivement et pas de façon précise. **C'est donc l'impréparation totale ! La seule décision à prendre : abandon du plan de fermeture des ateliers ADO.**

Sur les possibilités d'affectation dans les DD/DRFIP : tout est conditionné à la future « géographie revisitée » dans les départements (cf carte à la fin de ce tract).

Les agents déjà sous le choc de la brutalité de la décision, se sentent maintenant abandonnés à leur triste sort par la DG.

DES MENACES A L'ESI DE ROUEN !

Les collègues de l'ADO/ SCAN de Rouen, après l'annonce de la fermeture de leur atelier, ont perdu toute motivation pour leur travail (comme partout d'ailleurs). Cela s'est traduit directement au niveau du rendement. Ce temps de « pause » était bien légitime !

La direction n'a pas trouvé mieux comme réponse que de menacer les agents, d'exercer des pressions quotidiennes sur le rendement, de faire du chantage sur les risques de perdre la mission num/flux sur Rouen.

On croit rêver ! la DG liquide la mission et espère en plus que les agents qui ont « trimé » pendant 40 ans avec la pression du rendement, continuent sans sourciller à bosser, à souffrir en silence en attendant patiemment le « mauvais » sort qui leur sera réservé dans les DD/DRFIP.

SCANDALEUX : les 5 salariés de la société KERN intervenant à Rouen seront licenciés à la fin du mois. Explication donnée par Kern : la CGT met trop la pression sur l'externalisation de la mission !

Trop fort le bureau SI pour écouter la CGT ?!! et sur la demande de la CGT pour le maintien des ateliers ADO, il dit quoi le bureau SI ?

D'autres solutions existent

- **Le plan de charge** des ateliers ADO/SCAN devrait être divisé par 2,5 au delà de 2022. Dans le même temps le bureau SI décide de réduire par 7 les effectifs (de 210 agents à 30), il y a donc une marge très importante pour maintenir une grande partie des agents.
- **La mission d'analyse et de duplication d'actes** pour l'Alsace Moselle présente un stock pour 18 mois de travail. Il y a mieux à faire que de mettre tous ces documents au pilon comme le prévoit pour l'instant le bureau SI2A.
- **Des missions à porter de main, de l'autre côté de la route**, dans d'autres administrations de la fonction publique.

Un exemple concret : lors de la réunion d'information du 3 juin convoquée par la préfète de la Somme sur la future cité administrative d'Amiens, nous avons découvert qu'il était envisagé de louer des locaux pour archiver les documents papier des différentes administrations. Le savoir faire de la DGFIP en matière de numérisation avec les ateliers ADO/SCAN pourrait être une solution à cette problématique d'archivage. La CGT DiSI Nord est intervenue dans ce sens auprès de la préfète. A suivre.... !!!

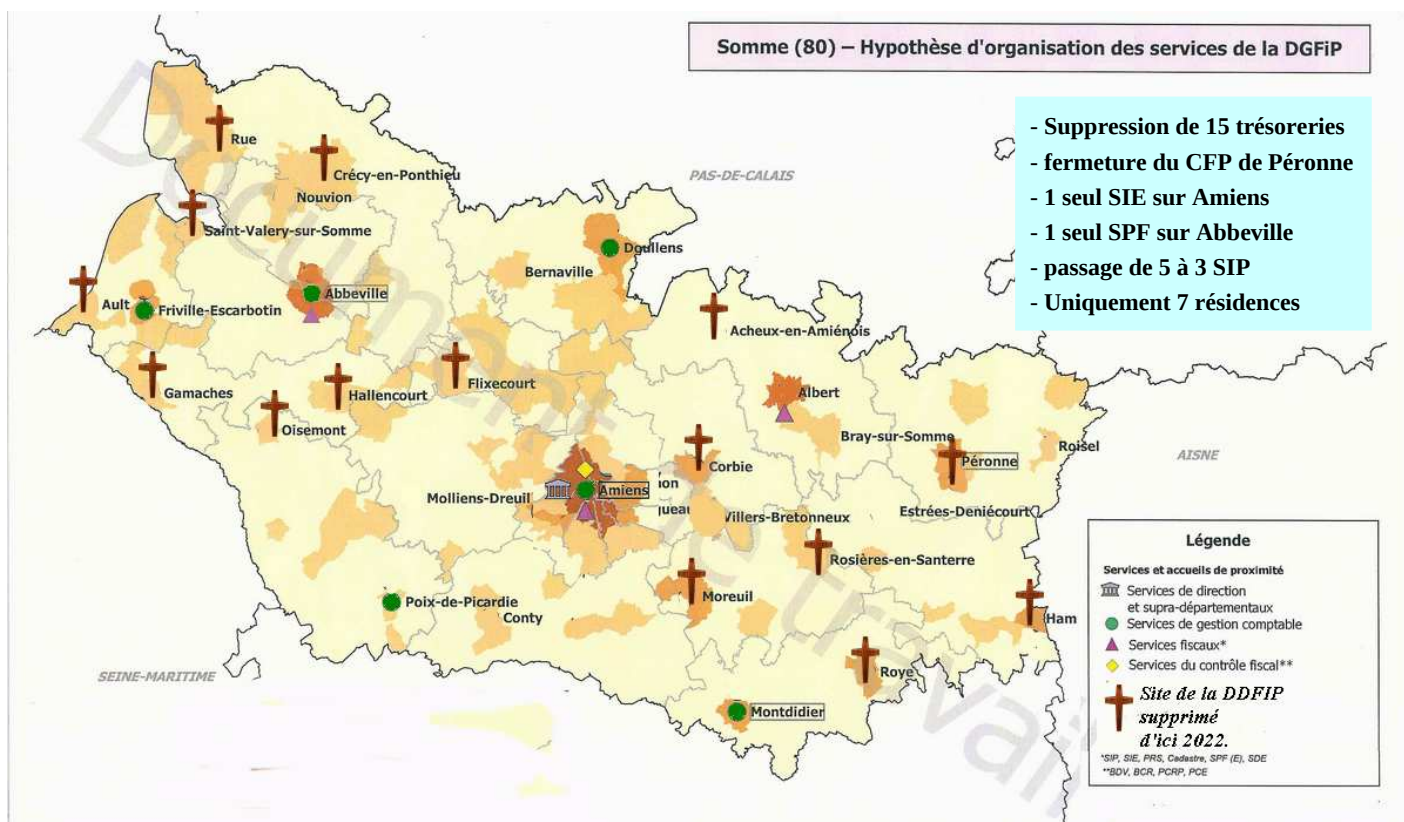
L'inquiétant rapport de la cour des comptes sur l'informatique de la DGFIP. Demandez le programme :

- trop d'ESI
- des exploitations trop chères
- trop d'AT
- trop d'assistance de proximité
- pas assez d'interministérialité

Une gestion RH disparate entre DiSI....

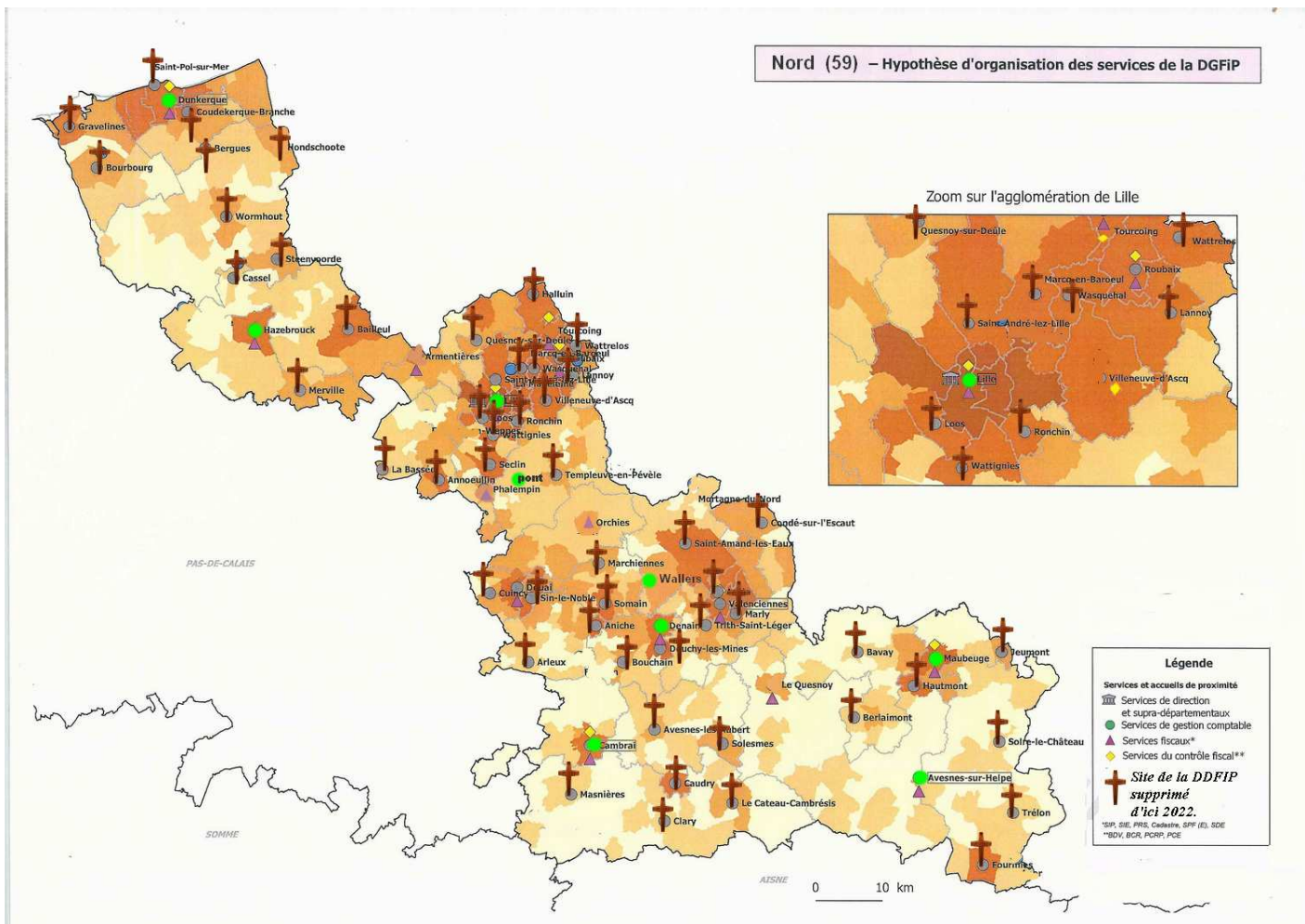
- **« petits ateliers »** : Un maximum d'agents sera reconverti en interne dans l'ESI.
- **« gros ateliers »** : dans certaines DiSI, aucun sentiment : tout le monde est prié d'aller voir ailleurs même les agents avec qualification PAU. Par contre, ici ou là, on « sauve » les PAU, les agents techniques, ailleurs les chefs de service sont épargnés, dans d'autres endroits on lance des appels à candidature pour remplacer les futurs départs en retraite. Souvent, on constate une dégradation des relations entre collègues.
- **La spécificité du site de St Omer** est complètement ignoré. Cette résidence DDFIP offrira très peu de possibilités de reconversion et en plus avec la « géographie revisitée », toutes les trésoreries autour de St Omer vont fermer. Les collègues risquent d'avoir une affectation entre 30 et 40 kms de Longuenesse.
- **Les dégâts « colatéraux »** : des agents administratifs C (avec prime ACF scannage) reconvertis depuis de nombreuses années dans des services informatiques (exploitation, AT) vont perdre leur prime ACF et basculer sous le régime du CIA : maintien du régime indemnitaire durant 2 fois 3 ans. Merci qui ?

Par contre les dactylocodeuses dans la même situation continueront à toucher la prime TAI (disposition acquise lors des grèves de 1989). Autre situation ubuesque : le cas d'un agent reconverti le 1er mai à l'ADO suite à la fermeture de l'AT Toscane de Rouen au 30 avril. En avril, la direction de l'ESI aurait pu changer cette reconversion ! Logique ? et bien non, la collègue est « embarquée » dans la « charrette » ADO/SCAN !!!!

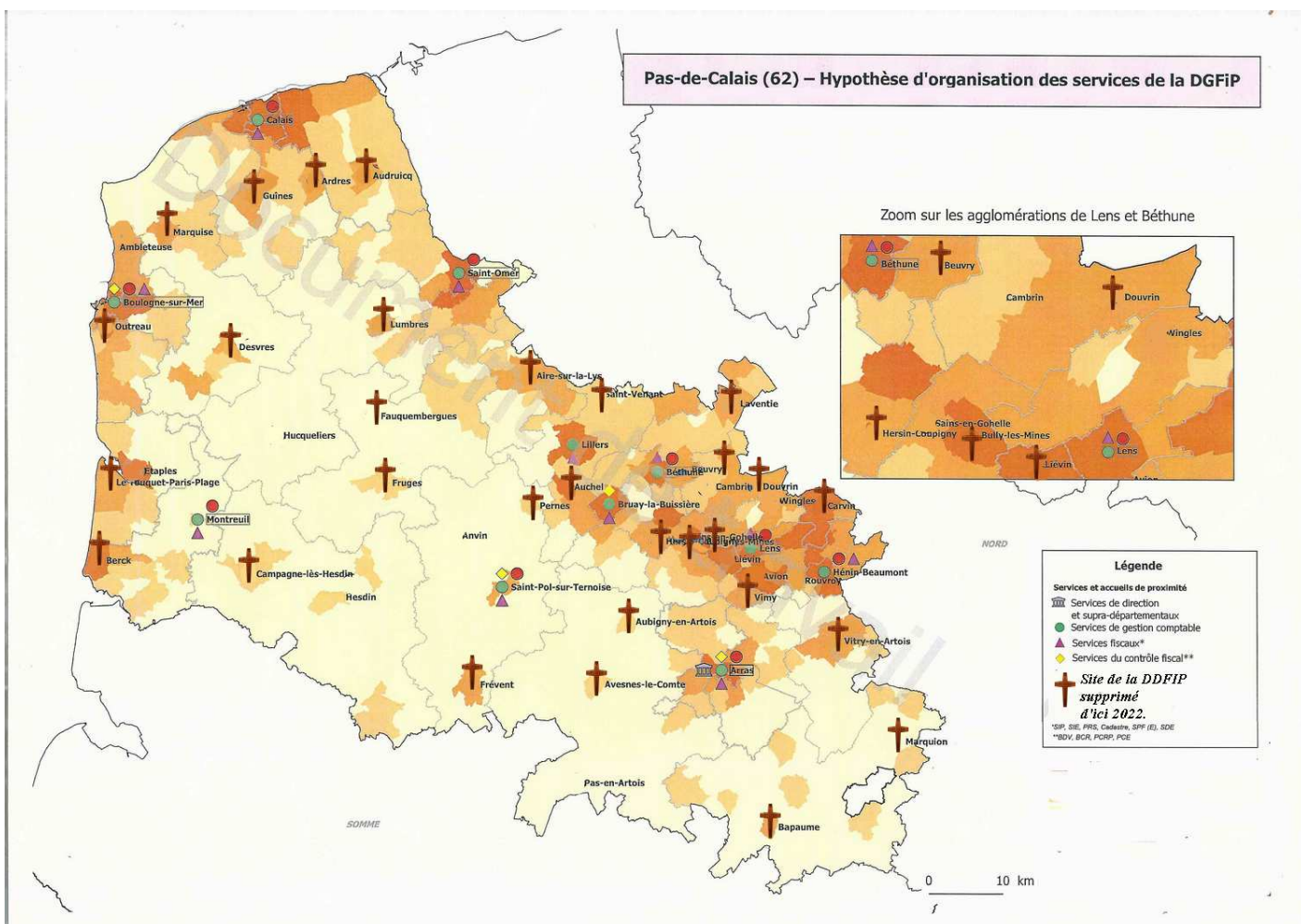


REUNISSONS NOUS EN HMI POUR DECIDER DES ACTIONS A MENER POUR OBTENIR LE RETRAIT DU PLAN DE LIQUIDATION ADO/SCAN ET POUR LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN DE CASSE DE LA DGFIP.

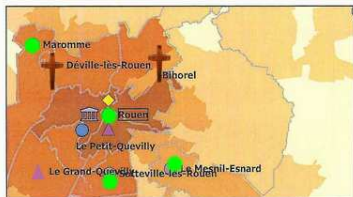
Nord (59) – Hypothèse d'organisation des services de la DGFIP



Pas-de-Calais (62) – Hypothèse d'organisation des services de la DGFIP



Zoom sur l'agglomération de Rouen



Seine Maritime (76)– Hypothèse d'organisation des services de la DGFIP

